

# Trop fort ou trop tard

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1064

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1021162>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Domaine Public DP

## Trop fort ou trop tard

La conjoncture économique est chose fluctuante et d'apparence capricieuse. Elle évolue en fonction de diverses variables dont on mesure difficilement l'influence et, plus mal encore, les interactions. A défaut d'une évaluation rationnelle, l'approche devient magique, ou à tout le moins impressionniste; les modèles les plus sophistiqués n'y changent rien.

De la conjoncture, les magiciens de la prévision économique ne peuvent dire qu'une chose : à force d'évoluer, elle va bien finir par se retourner. Mais nul ne sait d'avance le jour ni l'heure. En attendant, par un mécanisme d'entraînement mutuel, les investisseurs, producteurs, vendeurs et consommateurs amplifient les mouvements de la conjoncture par leur comportement exagéré. Tout se passe comme si ceux qui détiennent les moyens de financement ou de production, les secrets du marketing ou le pouvoir d'achat, tendaient à «forcer» chacune des courbes de l'évolution conjoncturelle, vers les hauteurs inflationnistes ou les profondeurs de la crise, selon les circonstances.

Cette espèce de vertige poussant irrésistiblement vers les extrêmes saisit curieusement tous les acteurs du monde économique, pourtant réputés faire des choix rationnels. Même les banquiers oublient la légèreté des décisions de financement prises dans l'euphorie spéculative des années quatre-vingt et constituent à grand bruit toutes sortes de réserves et provisions pour promoteurs en difficultés et autres débiteurs douteux. Les fabricants et les distributeurs pleurent de plus en plus fort sur les marges, à défaut de pouvoir le faire sur les ventes dont la simple progression brute leur suffisait encore il y a peu.

A ce jeu-là, les consommateurs, traditionnellement considérés comme les plus émotionnels des acteurs économiques, paraissent faire des choix plus rigoureux. Par un effet de la conjoncture difficile, venue peut-être renforcer un discernement consumériste, les acheteurs se montrent désormais plus sélectifs, au point que certains n'hésitent pas à proclamer la disparition de la société de consommation (*L'Express*, 15.11)

ou «la fin des années frime» (*Le Point*, 16-22.11). Tout le monde, magazines et journalistes économiques en tête, fait présentement dans la sous-enchère conjoncturelle, après avoir donné dans la croissance à tout prix, le boursicotage en prêt-à-gagner ainsi que dans la confusion entre l'audace d'entreprendre et l'initiative individuelle poussée jusqu'à la témérité.

Par-delà l'exacerbation du climat conjoncturel et les surréactions qu'elle induit, il faut reconnaître l'extraordinaire souplesse des agents économiques, capables d'adapter leurs comportements dans les meilleurs délais. Comme si le besoin de gagner de l'argent, ou de n'en point trop perdre, permettait d'adopter, successivement et sans complexe, des attitudes parfaitement contradictoires.

On veut bien croire que c'est par souci de cohérence: les gens de la politique, eux, prennent leur temps pour réagir aux circonstances nouvelles de la conjoncture. Certes, la droite, qui se croit définitivement seule compétente en matière de politique économique, ne manque jamais d'empêcher ou au moins de freiner l'intervention des pouvoirs publics. Si bien qu'à chaque train de mesures anti-inflation ou à chaque programme de relance, les détracteurs du projet peuvent non sans raison affirmer que l'Etat s'y prend trop tard et ferait somme toute mieux de laisser faire. On l'a bien vu récemment avec les arrêtés urgents anti-spéculation immobilière: proposés et discutés au moment où le marché surchauffé des terrains et bâtiments ne pouvait manquer de tomber dans l'extrême inverse, ces arrêtés sont finalement, toutes manœuvres dilatoires écartées, entrés en vigueur un peu tard effectivement. Leur effet, à savoir la suppression des abus les plus manifestes en région urbaine, s'est combiné avec la récession et la fin des cavalcades spéculatives de promoteurs au petit pied financier et à la grosse tête gonflée de projets trop ambitieux.

Mais toute pyramide posée sur la pointe finit bien par se remettre sur sa base. Par l'effet de surréactions hâtives ou de contre-mesures tardives.